

GAUCHEBDO

SUCESSEUR DE LA «VOIX OUVRIÈRE» FONDÉE EN 1944 • WWW.GAUCHEBDO.CH

N° 23 • 4 JUIN 2021 • CHF 3.-

Jean Ziegler dénonce les causes capitalistes de l'insécurité alimentaire page 5



Le licenciement de 150 employés d'un sous-traitant de Smood en question page 2



IL FAUT LE DIRE...

Politique sanitaire inégalitaire

Alors que nous préparons un déplacement en France, une connaissance nous fait part d'une embûche. «Tu n'es pas au courant? Il te faut un test PCR et pour voyager et il coûte une fortune», nous informe-t-elle, expliquant avoir dû renoncer, faute de moyens, à partir voir une amie dans «le sud». Une autre nous confie, elle aussi et pour les mêmes raisons, avoir laissé tomber son idée d'un petit séjour dans un camping en France, histoire de s'aérer après des mois de semi-confinement. Un dernier nous confie avoir «dû» gruger en se procurant un faux test sur le «marché noir» pour se rendre au Portugal.

En effet, comme nous l'a confirmé par téléphone le Ministère de la santé français, à peu d'exceptions professionnelles près¹, tout.e résident.e Suisse se doit pour entrer au pays de Voltaire de montrer pattes blanches par un test PCR négatif de moins de 72 heures, et ce quel que soit son moyen de locomotion. Jusque-là rien d'étonnant dans le contexte sanitaire actuel.

Nous nous prenons donc contact avec les Hôpitaux universitaires de Genève pour estimer le prix de notre voyage, test inclus. En l'absence de demande du médecin cantonal ou de symptômes du Covid, la facture se révèle bel et bien salée. En effet, lorsque le test est réalisé en vue d'un voyage son prix imposé par la Confédération oscille entre 158 francs et 30 centimes et 176.30.-, en fonction du nombre de test réalisé par semaine.

Un ajout qui se révèle plus que conséquent sur le budget de voyage des moins fortunés, en particulier celui des familles précaires, pour qui il est carrément prohibitif. Comme à leur habitude, les plus aisés pourront se payer ce qui convient désormais d'appeler un luxe. Une inégalité de traitement particulièrement amère pour celles et ceux qui ont des proches à l'étranger qu'ils et elles n'ont pas pu voir parfois pendant des mois. Précisons que l'exigence d'un test PCR est, comme pour la France, soulignée par les autorités allemandes, autrichiennes et italiennes.

Alors que le peuple se prononcera le 13 juin prochain sur les bases légales d'un «pass sanitaire», au sein de la loi Covid-19 et donc aux côtés de la prolongation des aides économiques, il n'aura pas à se préoccuper d'instaurer une société à deux vitesses en la matière, puisqu'elle est déjà là.

Jorge Simao

¹ Les personnes résidentes des zones frontalières sont autorisées à parcourir 30 kilomètres à partir de leur domicile en territoire français sans avoir à présenter de test.

Pour une retraite viable et digne

SUISSE • Sur fond de discussion sur l'avenir de l'AVS et du 2^e pilier, l'USS a déposé une initiative fédérale pour une 13^e rente AVS, soit une augmentation de 8,33% pour toutes les assurées et tous les assurés.

Le 25 septembre 2016, le peuple suisse refusait l'initiative de l'USS, «AVSplus: pour une AVS forte», prévoyant une augmentation de 10% l'AVS. Depuis, une modeste revalorisation... de 10 francs et de 20 frs pour les rentes maximales de 2390 francs est entrée en vigueur dès 2021. Face à cette situation, pourquoi alors ne pas introduire une 13^e rente AVS? C'est ce que demande l'initiative populaire «Mieux vivre à la retraite», qui vient d'être déposée à Berne, forte de 137'000 signatures.

«Calculé sur une base mensuelle, cela correspond à une augmentation de 8,3% de la rente AVS. Le caractère compensatoire de l'AVS fait que ce sont les personnes à bas et moyens revenus qui en bénéficieront le plus. Celles qui touchent des prestations complémentaires ne seront pas pénalisées, au contraire: elles doivent aussi pouvoir profiter de la 13^e rente AVS», a justifié la faïtière syndicale lors du dépôt du texte. «Avec cette initiative, nous apportons une réponse aux rentes en chute libre dans le 2^e pilier et nous assurons le maintien du pouvoir d'achat», a complété le président du SEV, Giorgio Tuti.

Seniors sur la corde raide

Financée annuellement à hauteur de 34,1 milliards par les cotisations des assurés, un complément de la Confédération (9,3 milliards) et par la TVA (2,9 milliards), l'AVS a été versée à 2,55 millions de personnes en 2020 pour une rente moyenne mensuelle de 1862 francs. «Même si certains peuvent compter sur quelques biens, nous rencontrons à l'AVIVO un nombre important de personnes âgées hyper-modestes, pour qui sortir 100 francs de plus pour un abonnement est insurmontable. Dans le cas où il.elles auraient des dettes ou des poursuites, c'est quasiment insurmontable pour eux», explique Christiane Jaquet, présidente de l'association de retraités, AVIVO-Suisse.

«De nombreux retraités sont obligés de vivre chichement, sans AVS complète. Ainsi notamment parmi les femmes, qui ont souvent dû interrompre leur carrière pour des obligations familiales. Mais aussi des travailleurs étrangers n'ayant pas suffisamment cotisé, avec souvent un 2^e pilier plus faible, voire inexistant. L'initiative de l'USS fera du bien à tout le monde», complète Ueli Leuenberger, vice-président de l'Avivo Genève. Un rapport de 2014 de l'Office fédéral de la statistique



(OFS) sur *La pauvreté des personnes âgées* estimait le taux de pauvreté mesuré par le revenu (hors fortune) deux fois plus élevé dans la population âgée (16,4%) que dans la population totale (7,7%).

Besoins vitaux à couvrir

Pour pallier ce manque de ressources et approcher le mandat constitutionnel stipulant que «l'AVS doit couvrir les besoins vitaux des retraités, veuves, veufs et orphelins de façon appropriée», les seniors peuvent recourir à des prestations complémentaires (PC) vieillesse non impossibles. Elles sont versées à 215'000 d'entre elles, selon les chiffres 2019 de l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS). «Aujourd'hui, plus de 10% des femmes y sont obligées d'y recourir dès l'âge de la retraite», explique Gabriela Medici, secrétaire centrale de l'USS responsable du domaine des assurances sociales.

«Encore faut-il les demander. On estime que 30% des personnes, qui y auraient droit n'y recourent pas», pointe Christiane Jaquet. Elle rappelle que dans le Canton de Vaud, le Grand Conseil a récemment décidé d'augmenter un forfait de rabais d'impôt concernant l'assurance mala-

die qui paradoxalement conduit à une augmentation des impôts pour ceux qui reçoivent des PC car ils sont exclus de cette aubaine. Leurs impôts peuvent même doubler!

«Certaines PC cantonales sont aussi plus généreuses que les PC fédérales, mais il faudrait faciliter l'accès à leur obtention, qui reste trop bureaucratique. Il n'est pas normal que certaines personnes soient obligées de recourir aux services sociaux communaux, à Pro Senectute ou à l'Avivo pour qu'on les aide à remplir leur dossier», complète Ueli Leuenberger. Il précise: «Outre l'augmentation des montants de l'AVS, il faudrait aussi une augmentation de ceux des PC».

Musique d'avenir

Tous deux considèrent que le projet de stabilisation de l'AVS (AVS 21), actuellement en discussion aux chambres, va dans le mauvais sens. Ce dernier cherche à réduire les dépenses. Et défend une hausse de l'âge de la retraite à 65 ans pour les femmes, et une augmentation des recettes par un relèvement de la TVA. «Nous serons du référendum si aucun changement n'est introduit. Il faut d'autant plus se battre que les jeunes PLR vont prochainement

déposer leur initiative voulant un départ à la retraite pour tous à 66 ans. Certains souhaiteraient introduire une retraite flexible sans limite d'âge», assure Ueli Leuenberger.

«Les mesures compensatoires de transition pendant six ans pénalisent quand même les femmes, dont la moitié verra une baisse de leur rente», assure Gabriela Medici. Elle souligne toutefois que «l'assurance n'est pas au bord de la faillite comme le proclame la droite». Et la syndicaliste de développer: «Pour améliorer les recettes, nous défendons le principe d'une hausse de 1% des cotisations sociales pendant dix ans. Mais aussi d'y verser une partie du bénéfice de la Banque nationale suisse (BNS). Une hausse de la TVA est aussi envisageable, car avec l'AVS, ce sont les revenus les plus modestes qui en profitent», assure-t-elle encore.

Modifications de la LPP

Outre le chantier de l'AVS, des modifications sont à attendre dans le 2^e pilier, suite à la présentation en 2019 d'un modèle de réforme LPP 21 issue du compromis des partenaires sociaux. Celle-ci prévoit une baisse du

Suite en page 2

Suite de la page 1

taux de conversion de 6,8% à 6% du capital accumulé durant la vie active en rentes mensuelles. En contrepartie, quelques améliorations sont prévues, notamment la baisse de la déduction de coordination, qui détermine le salaire assuré LPP par rapport à celui de l'AVS. Celle-ci passera de 24'885 francs à 12'443 francs, ouvrant à plus de monde la possibilité de cotiser.

«Il faut agir. Une récente étude montre qu'une baisse de rente de 7% du 2^e pilier entre 2017 et 2019 », explique Gabriela Medici. «Notre compromis prévoit aussi d'introduire une composante de solidarité dans la LPP, en permettant une répartition des hauts revenus vers les rentes des personnes à bas revenu. Il prévoit aussi de modifier le rapport entre part obligatoire et surobligatoire dans la LPP. La première est régie par la loi, mais pas le surobligatoire, où l'on retrouve le 80% des assurés. Ce qui permet aux assureurs de baisser les rentes dans cette partie. Notre compromis permettra de lutter contre l'érosion des rentes», argumente Gabriela Medici.

Pas d'avancées sociales sans luttes

«Sur le fond, la mise en place de ce second pilier en 1972 est la plus grosse erreur que l'on ait faite au plan historique. Nombre de personnes travaillant actuellement dans des métiers mal-rémunérés comme la livraison de repas ou ceux et celles qui ont des temps partiels souvent imposés ne pourront y accéder», souligne Ueli Leuenberger. Il en appelle à un grand mouvement des syndicats, associations, mouvement de la Grève féministe et partis de gauche et à se rassembler pour changer le rapport de force en faveur de bonnes retraites. «Aujourd'hui, nous en sommes trop à défendre des acquis», selon lui. Il voudrait aussi mettre fin à la «guerre intergénérationnelle» entretenue par la propagande des médias.

«Toutes les avancées sociales ont été obtenues à travers des combats communs intergénérationnels», souligne-t-il encore.

«En ce qui concerne le deuxième pilier, il faudrait à terme transférer la part obligatoire de la LPP dans l'AVS, en maintenant les droits acquis», plaide Christiane Jaquet. Pour l'heure, il reste pourtant un motif de satisfaction. «Dès juillet, le principe des rentes-pont pour les chômeurs.euses âgés entrera en vigueur, ce qui offre une alternative à l'aide sociale à des personnes qui ont travaillé durant toute leur vie et se retrouvent sans emploi juste avant la retraite», conclut Gabriela Medici. ■

Joël Depommier

La livraison de repas dans la tourmente

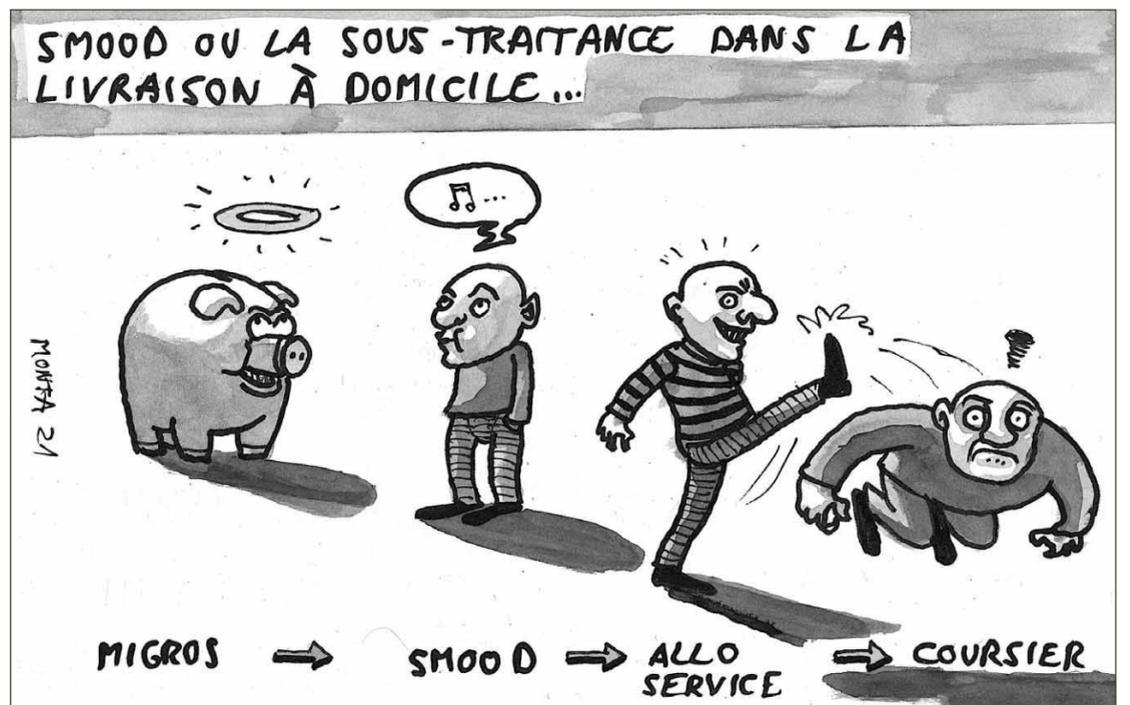
SUISSE • Depuis l'annonce d'un licenciement massif dans le milieu de la livraison de repas à domicile, les travailleuses et travailleurs sont parvenus à quelques avancées. Mais le dossier est loin d'être clos.

Plateformisation, sous-traitance et protection des travailleurs ne font pas bon ménage. En témoigne le plan de licenciement de 250 livreurs.euses de la société Allo-Service, qui sous-traite des livraisons pour la plateforme Smood.ch, révélé par la RTS à la fin avril. Si, depuis, le nombre de personnes licenciées a diminué, la situation reste «très opaque» et «incertaine» pour le futur des employés.es, d'après les syndicats Unia et SIT. Après avoir bouclé, jeudi 27 mai, une consultation du personnel, ils demandent aux autorités genevoises et vaudoises d'intervenir pour que les emplois soient tous préservés.

Avancées encourageantes

Alors que le nombre de livraisons de repas et d'achats effectués via internet connaît une explosion dans un contexte pandémique, les travailleuses et travailleurs qui rendent possible ce confort semblent laissés.es pour compte. C'est le cas des employés.es qui, jusqu'il y a peu, œuvraient pour la plateforme Smood SA et son sous-traitant AlloService. «Les licenciements annoncés médiatiquement en avril sont aujourd'hui une réalité. En l'absence d'accord, plusieurs dizaines de personnes se retrouveront sans emploi dans les prochaines semaines», s'insurgent les syndicats.

Ils se réjouissent toutefois d'avoir obtenu en peu de temps quelques réponses encourageantes. Ainsi Allo-Service aurait accepté d'ouvrir une procédure formelle de consultation dans le cadre d'un licenciement collectif et d'en informer les autorités genevoises. Le nombre de licenciements, initialement de 250, aurait été revu à la baisse. Il concernerait désormais 150 personnes (120 à Genève et 30 pour Lausanne), et 45 livreurs auraient déjà été réengagés par Smood pour travailler dans le



canton de Vaud. De plus, Smood aurait déclaré la semaine passée avoir mis fin à ce système de sous-traitance et respecter le salaire minimum genevois.

Revendications en attente

Le personnel espère désormais recevoir le feu vert pour trouver un accord autour des propositions qu'il a formulées au cours de trois semaines de consultation, avec le soutien des syndicats Unia et SIT, pour maintenir l'emploi. Les employés.es formulent plusieurs revendications auprès de Smood. D'abord, la garantie de la continuité de l'emploi. Ceci en engageant tout le personnel qui en fera la demande d'ici au 30 juin.

Ensuite l'exigence liée au respect des conditions de travail prévues par la législation en vigueur, notamment le salaire minimum genevois et la Convention collective nationale de

l'hôtellerie-restauration. Enfin, les employés.es appellent à ce que leur soit fournie «à temps» toute la documentation nécessaire pour vérifier d'éventuelles créances et le paiement correct des cotisations sociales.

Points obscurs

Les syndicats appellent les autorités genevoises et vaudoises à faire le nécessaire pour vérifier les éléments «opaques» de ce dossier, notamment le respect de la législation sociale et du travail. «La relation de sous-traitance d'AlloService avec Smood mérite une attention toute particulière du point de vue de l'application de la Loi sur le Service de l'Emploi et de la location de services», selon leur communiqué.

Ils soulignent que «ces pratiques ont déjà fait l'objet d'une dénonciation publique des syndicats par le passé, notamment dans le système

créé par Uber en Suisse Romande avec les chauffeurs VTC». Ils rappellent que l'existence d'une location de services n'admet pas la possibilité d'externaliser le recrutement du personnel à une autre société. «Le préjudice pour les employés.es pourrait donc être plus important que les estimations faites par AlloService, et s'élever à plusieurs centaines de milliers de francs», estiment-ils.

Unia rappelle que la société Smood a déjà été plusieurs fois sous le feu de ses critiques pour les «mauvaises» conditions de travail et de rémunération salariale de ses coursiers. Le syndicat pointait alors du doigt des indemnités forfaitaires «insuffisantes», un temps d'attente des commandes «pas toujours payé», et une planification modifiée «au dernier moment ou communiquée trop tard». Affaire à suivre. ■

Jorge Simao

PostFinance critiquée

SUISSE • Postfinance élargit son taux d'imposition de 0,75% sur les avoirs des comptes des clients. Une décision critiquée par la FRC.

Après la multiplication des frais administratifs pour l'envoi d'un simple relevé de compte en papier, banques et Postfinance ont décidé de généraliser un taux d'imposition de 0,75% sur les montants déposés dépassant un certain seuil. Chez le Géant jaune, les clients.es qui disposent de 100'000 francs (avant une prochaine baisse du seuil?) sur leurs comptes devront payer à partir du 1^{er} juillet des taux négatifs sur le montant qui dépasse cette somme. PostFinance augmentera la valeur seuil des taux négatifs lorsque les clientes et les clients investissent une partie de leur fortune dans des solutions de placement chez elle. Il y a déjà un an, PostFinance avait abaissé cette valeur seuil pour les clients privés, passée de 500'000 à 250'000 francs. Pour justifier cette décision, l'entreprise rappelle la politique de taux négatif de la Banque nationale suisse (BNS) et le fait qu'elle ne peut octroyer des crédits pour contrebalancer la rémunération des comptes.

Pour la Fédération des consommateurs (FRC), cette décision est critiquable. «Il est regrettable que les banques fassent peser l'érosion de leurs marges sur les consomma-

trices et les consommateurs. Ce qui est surtout problématique, c'est que les banques jouent autant sur les frais d'utilisation (gestion, clôture, transfert, etc) que sur les taux d'intérêt. Cela rend la comparabilité des offres bien plus compliquée pour le client. Et jouer sur les frais, c'est faire payer plus ceux qui ont le moins d'argent», nous explique Jean Busché, spécialiste économie et NTIC à la FRC. «Nous pensons qu'il faudrait une claire séparation entre les frais couvrant les coûts et les frais liés à la variation des taux d'intérêt, qui rémunèrent (ou non) le capital. On est aussi en droit de se demander dans quelle mesure les taux négatifs ont un réel coût pour les banques commerciales ou est-ce qu'il s'agit surtout de communication pour justifier des frais plus élevés facturés aux clients pour compenser des taux bas?», se demande-t-il encore. En attendant, la meilleure solution pour éviter cette imposition semble être de répartir ses avoirs d'épargne entre différentes banques de façon à ne plus être affecté par les taux négatifs comme le suggère le site Moneyland.ch. ■

JDr

La «Critical Mass» fait le plein



Vendredi dernier, pour sa nouvelle édition, la Critical Mass genevoise a rencontré un franc succès. Avec environ 2000 participants.es à vélo, sur patins ou skateboard, le mouvement d'incitation à la mobilité douce est même parvenu à faire mieux que la récente manifestation de la «Grève pour l'avenir» qui comptait 1500 personnes. Son mot d'ordre, ce jour-là, était «Libérez les cyclistes de leurs voitures!».

A l'exception d'un automobiliste nerveux et cherchant à en découdre physiquement avec un adolescent, le cortège a été reçu partout où il arrivait par klaxons et applaudissements. A proximité du lac, un camion de pompier a été jusqu'à déclencher ses sirènes en soutien au défilé. Sur les cycles, la plus jeune participante ne savait pas encore marcher et le plus âgé avait déjà franchi les 70 ans.

Seule absente, la répression qui s'est abattue, sans succès, sur le mouvement cette dernière année. En effet, les forces de police étaient significativement moins nombreuses, avec la présence d'un seul «panier à salade» (voir GH 16.21). A notre connaissance, aucune contravention n'a été dressée. A croire que l'on n'arrête pas une «vélorution». ■

Jorge Simao

IMPRESSUM

Société d'édition de Gauchebdo
25, rue du Vieux-Billard, 1205 Genève
Amanda Isot, présidente

Rédaction
redaction@gauchebdo.ch
022 320 63 35
Joël Depommier, rédacteur en chef,
Jorge Simao, rédacteur,
Bertrand Tappolet, correcteur et rédacteur,
Stéphane Montavon, dessinateur

Administration
administration@gauchebdo.ch

Abonnements
abo@gauchebdo.ch
Tarifs sur: www.gauchebdo.ch/abo
CCP 12-9325-6

Publicité
www.gauchebdo.ch/tarifs-publicitaires

Maquette
Solidaridad Graphisme,
1204 Genève

Impression
Pressor, 6, route de Courroux,
2800 Delémont

Parution
Gauchebdo paraît 40 fois par année

LA CHRONIQUE DE JEAN-MARIE MEILLAND

Pour une écologie décroissante avec transition

La période actuelle en Suisse est placée sous le signe de l'écologie. Trois objets de la votation du 13 juin s'y rapportent. La Grève pour l'avenir du 21 mai a d'autre part marqué la reprise des activités des défenseurs du climat. Les trois objets de votation indiquent, chacun à leur façon, une vive préoccupation pour l'environnement. L'initiative «eau propre» et la loi CO₂ se caractérisent en outre par une indifférence au sort des petits paysans et des citoyens à bas revenu contraints d'utiliser de l'essence pour leurs déplacements. Quant à ceux qui militent pour le climat, ils témoignent d'un engagement sans failles, digne d'estime voire d'admiration. Le *Matin Dimanche* du 23 mai en interviewait d'ailleurs quatre. A propos d'Extinction Rébellion (XR), l'un d'eux déclare: «C'est la beauté d'XR. On ne donne pas de recette. Mais on aimerait des assemblées citoyennes représentatives du peuple pour prendre des décisions, loin de la politique partisane». Une autre personne suggère: «Il faudrait un lien plus fort entre citoyens et élus, que ces derniers soient de vrais représentants du peuple». Un troisième militant ajoute, parlant de la désobéissance civile: «... c'est une autre façon de faire de la politique et du droit, par le bas, en dehors des institutions». On conclura par ce propos du premier cité: «Notre public, c'est tout le monde. Ici... on a des personnes en rébellion de droite qui viennent du PLR ou des Verts libéraux et qui nous soutiennent». On constate chez ces personnes une conviction irréprochable, mais aussi des attentes imprécises que des choses arrivent on ne sait par qui ni comment.

L'examen des objets de votation et des jugements des militants suggère qu'il existe quatre sortes d'écologie, plus ou moins clairement définies: une écologie non décroissante sans transition, une écologie non décroissante avec transition, une écologie décroissante sans transition et une écologie décroissante avec transition. L'écologie non décroissante sans transition, dominante dans les milieux dirigeants, est présente dans tous les partis modérés, de la droite à la gauche en passant par certains écologistes. Elle compte seulement remplacer une économie polluante (fondée sur les énergies fossiles) par une économie propre (fondée sur les énergies renouvelables), sans changer de système, ni du point de vue de la forme de production ni du point de vue de la forme de propriété. Cette écologie peut être minimaliste, dans les partis de droite qui saupoudrent leurs programmes de vert, et pour eux une transition est inutile car ils pensent que peu de choses changeront. Elle peut être aussi plus ambitieuse chez certains écologistes qui pensent qu'il y aura de vrais changements, mais qu'une transition n'est pas nécessaire si l'on veut avancer: on le voit dans l'initiative «eau propre» et dans la loi CO₂ qui négligent ceux qui feront les frais du processus. L'écologie non décroissante mais avec transition apparaît aussi chez les écologistes, lorsque sans envisager un changement de système, ils défendent des changements d'une certaine importance en évitant des virages trop brusques, comme on le voit dans l'initiative anti-pesticides et son délai de dix ans. L'écologie décroissante sans transition est celle d'un certain nombre de militants radicaux, qui affirment la rupture avec le système capitaliste productiviste et consumériste, mais restent vagues sur la voie à suivre. Il est en effet difficile de la concevoir à court ou moyen terme sans courir de graves risques de chômage de masse, de pénuries, voire de guerres civiles. Quand on agit dans ce sens, on se limite d'ordinaire à des entreprises individuelles ou à des démarches collectives localisées. Reste l'écologie décroissante avec transition qui est réclamée par un certain nombre de théoriciens qui voient à la fois la nécessité de tourner la page du système actuel, mais qui constatent aussi que les problèmes économiques et sociaux posés par ce virage exigent des études approfondies et l'établissement de stratégies progressives à grande échelle, notamment concernant les emplois (on peut citer Serge Latouche¹).

Qu'une écologie sans décroissance débouchant sur un capitalisme vert ou même sur la collectivisation du système actuel devenu plus vert soit insuffisante semble aujourd'hui évident. Le simple passage des énergies fossiles aux énergies renouvelables et des secteurs industriels polluants (métallurgie, chimie) à des secteurs industriels jugés moins polluants (numérique) est illusoire si l'on envisage le long terme, du fait de l'énorme quantité de ressources impliquée par n'importe quelle technologie, même la plus avancée et la plus propre. Guillaume Pitron rapporte: «A capacité (de production électrique) équivalente, les infrastructures... éoliennes nécessitent jusqu'à quinze fois davantage de béton, quatre-vingt-dix fois plus d'aluminium et cinquante fois plus de fer, de cuivre et de verre que les installations utilisant des combustibles traditionnels...»². Et d'autant plus que l'accroissement de la population condamnerait une bonne part de l'humanité à rester à l'écart pour permettre à une minorité de profiter encore de ressources de plus en plus rares. Si l'on n'appartient pas à ceux qui pensent qu'une catastrophe va de toute façon mettre brutalement fin à notre mode de production et que la seule préparation à cette échéance est morale, l'issue qui s'impose est donc de travailler à une écologie décroissante ménageant une transition afin d'éviter un désastre social.

Ce type d'écologie, comme tout mouvement politique visant le succès, doit être organisé. En dehors de la politique, permettant de conquérir le pouvoir pour faire voter des lois et contrôler des gouvernements, les résultats sont malaisés à atteindre. La politique permet aussi de se regrouper d'une manière ample autour d'objectifs clairement définis en recourant à des stratégies efficaces parce que largement suivies. Etant donné l'esprit qui règne aujourd'hui dans les partis de la gauche modérée, la gauche radicale reste la meilleure candidate pour un vrai programme d'écologie décroissante: elle seule affirme sans concession le lien entre l'écologie et l'anticapitalisme, elle seule est capable, en rompant avec la logique du profit, de proposer un autre mode de production et de consommation. Et en plus, elle apporte l'expérience de 150 ans de luttes sociales et de méthodes d'organisation qui ont notamment permis d'obtenir la journée de 8 heures! Le point faible de tout cela est certes l'actuelle faiblesse, claire ou relative selon les pays, de ce courant politique et la crainte que semble encore éveiller chez un grand nombre un retour au Komintern!

En tout cas, à mes yeux, le programme environnemental du PST-POP est très bon. Sa première partie, anticapitaliste, me semble irréprochable. Pour les propositions concrètes, j'avoue que je les trouve en général bonnes, mais un peu trop prises à égalité dans tous les types d'écologie, et je serais heureux d'y voir une référence mieux marquée au seul point de vue d'une écologie décroissante avec transition.

Jean-Marie Meilland

1 Notamment *Petit traité de la décroissance sereine*, Mille et une nuits, 2007.

2 *La Guerre des métaux rares, La face cachée de la transition énergétique et numérique*, Les Liens qui Libèrent, 2019, p. 232.

La révision de l'AVS au programme

SUISSE • Les parlementaires devraient mettre sous toit la révision de l'AVS durant la session d'été des chambres fédérales.

C'est reparti! Du 31 mai au 18 juin, les chambres se réuniront pour leur session d'été. Dès le 9 juin, le Conseil national s'emparera du débat sur la réforme de l'AVS, qui doit relever l'âge de la retraite des femmes à 65 ans. En mars, le Conseil aux Etats avait approuvé cette mesure, qui rapportera 10 milliards aux caisses. «La réforme prône la solidarité, mais n'atteint pas son objectif», avait estimé Marina Carobbio (PS/TI). «Les femmes touchent des rentes globalement inférieures d'un tiers à ce que perçoivent les hommes. Cet écart est le reflet des inégalités salariales et des inégalités subies tout au long du parcours professionnel. Les femmes sont perdantes, car elles interrompent souvent leur carrière, travaillent à temps partiel ou ont des bas salaires», avait poursuivi, en vain, Maya Graf (Verts/BL). En parallèle, des mesures de compensation sont prévues. Elles seront accordées aux femmes nées entre 1959 et 1967 si la réforme entre en vigueur en 2022. Mais par 19 voix contre 12 et 13 abstentions du camp rose-vert, le Conseil des Etats a intégré un modèle «en trapèze», moins généreux que le Conseil fédéral. Les coûts de ce modèle, amené par le Centre (ex-PDC), seraient de 430 millions de francs. La version du gouvernement portait sur 700 millions. Par 29 voix contre 13, la chambre haute avait décidé d'augmenter la TVA de 0,3% à 8% pour financer le fonds AVS.

Aide à la presse

Durant la session, les deux Chambres devront aussi s'accorder sur le paquet de mesures en faveur des médias. Le 29 avril 2020, le Conseil fédéral avait adopté un message dans ce sens, élargissant l'aide indirecte à la presse et incluant un soutien aux médias en ligne ainsi que des mesures générales



Les deux chambres veulent aussi plus de transparence financière des partis politiques.

DR

en faveur des médias électroniques. L'aide indirecte à la presse à travers des tarifs postaux préférentiels serait augmentée, englobant les journaux qui tirent à plus de 40'000 exemplaires. En mars, le Conseil national avait approuvé ce paquet de 150 millions, soit une aide de 120 millions pour le financement indirect de la presse, ainsi que 30 millions pour les médias en ligne. «Ne pas s'occuper de ces nouvelles formes de médias serait une négligence importante», avait estimé Jon Pult (PS/GR). «Il serait difficile d'expliquer au lecteur que lorsqu'il lit un journal papier, celui-ci est soutenu, mais ce n'est pas le cas s'il le lit en ligne», avait ajouté Simonetta Sommaruga. Reste à savoir si cette aide ne profitera qu'aux plus gros titres. Ce mercredi, le Conseil aux Etats a décidé d'approuver aussi le paquet.

Outre ces sujets, un débat d'actua-

lité est prévu le 16 juin concernant la décision du Conseil fédéral de refuser l'accord-cadre avec l'UE, objectif inscrit dans le programme de législature du gouvernement. Déposée en 2017, l'initiative pour la transparence, qui demande que les partis présentent chaque année leur bilan et leur compte de résultat ainsi que l'origine des dons d'une valeur supérieure à 10'000 francs par personne qu'ils ont reçus, est combattue par le Conseil fédéral. La commission des institutions politiques du Conseil national a rédigé en 2019 un contre-projet indirect au texte. Contre toute attente, le Conseil national et le Conseil des Etats ont approuvé cette semaine l'idée que les dons dépassant 15'000 francs devront être annoncés et les comptes de campagne devront être ouverts dès qu'ils dépassent 50'000 francs. ■

Joël Depommier

«La pauvreté n'est pas un crime»

PARLEMENT • Première victoire d'étape à Berne pour l'association «La pauvreté n'est pas un crime».

La Commission des institutions politiques du Conseil national (CIP-N) s'est prononcée récemment en faveur de l'adoption de l'initiative parlementaire «La pauvreté n'est pas un crime» de la conseillère nationale socialiste Samira Marti. Ce texte demande une modification de la loi sur les étrangers et l'intégration (LEI) afin que les personnes sans passeport suisse ne risquent plus de perdre leur permis de séjour à cause d'un recours à l'aide sociale si elles résident en Suisse depuis au moins dix ans d'affilée et conformément aux règles.

Rappelons qu'en janvier 2019, une révision de la Loi sur les étrangers (LEtr) est entrée en vigueur, selon laquelle la perception de l'aide sociale peut avoir des conséquences en termes de droit de séjour et même conduire à une expulsion du pays pour les personnes étrangères. «Souvent, les personnes concernées s'endettent tellement que le règlement de leurs dettes devient quasiment impossible. Les arriérés de loyer les font ris-

quer de perdre leur logement, elles renoncent à des traitements médicaux pourtant nécessaires, leur intégration professionnelle est plus difficile et l'isolement s'accroît. Il y a potentiellement plus de 2 millions de personnes qui sont concernées par ce durcissement», estime la conseillère nationale vaudoise (PS), Ada Marra. L'Alliance «La pauvreté n'est pas un crime» lancée au début de l'année par le PS, Unia ainsi que l'Observatoire suisse du droit d'asile et des étrangers (ODAE), et qui bénéficie du soutien de plus de 80 organisations, attend que la Commission des institutions politiques du Conseil des Etats (CIP-E) suive la (CIP-N). «Tout comme les personnes avec un passeport suisse, les personnes migrantes contribuent au bon fonctionnement de la société. Elles sont plus nombreuses que la moyenne à travailler dans les professions dites essentielles. Elles paient leurs impôts et s'impliquent dans des associations ou font du bénévolat», précise encore l'USS. ■

Réd

GaucheBdo a besoin de votre soutien!

CCP: 12-9325-6

ON NOUS ÉCRIT

Obsolescence programmée

Tout au fond d'une armoire, au-dessus d'une pile de vieux draps, un coussin chauffant. Vieux. Il nous a été utile en de rares occasions au cours de notre longue vie. Peu pendant les premières décennies.

Nous étions en bonne santé. Mais plus souvent ces 20 dernières années. Lorsqu'un mal de ventre ou un mal de dos nous fait souffrir, nous nous rappelons de son utilité. Tout dernièrement, pendant plusieurs jours, cela a été le cas. Nous l'avons ressorti de son vieux carton. Je l'ai posé sur mon fauteuil et me suis bien appuyé contre pendant de longues heures. Il m'a suivi dans mon lit et le mal a disparu.

Le remettant en place, mon épouse m'a prié de renforcer l'emballage qui le protège. J'y ai trouvé de vieux documents promotionnels pour la marque «SOLIS-3 chaleurs», l'adresse de la maison Henri Cavé à la Place de la Riponne, où il avait été acheté, un numéro de téléphone à 5 chiffres et surtout la date de l'achat. Ce coussin chauffant, acheté par mes parents le 27 décembre 1946 nous est encore utile. Il n'est pas employé tous les jours, mais tout de même... Nous utilisons encore aujourd'hui un objet fabriqué à la fin de la dernière guerre, époque où l'obsolescence programmée n'avait pas encore été inventée.

La logique capitaliste a vite compris que si elle voulait gagner beaucoup d'argent et vite, fabriquer des objets «incroyables» n'allait pas arranger ses affaires. Sa production doit pouvoir être jetée le plus souvent possible, ne durer que ce que vivent les roses et se renouveler au rythme de la nature. Un client tous les ans, c'est infiniment plus rentable qu'un client toutes les trois générations. Que nous devions utiliser et jeter des matériaux fournis par un monde fini n'a jamais été le souci des maîtres de l'économie. Formés, voir «excités» par les célèbres écoles de commerce américaines, ils ont vite donné l'ordre aux inventeurs et aux techniciens de faire en sorte que les outils qui nous sont nécessaires, en cuisine, à l'établi, au garage, soient moins chers à l'achat qu'à la réparation. Ainsi s'envolent les chiffres d'affaires et les bénéfices. Ainsi s'ef-

fondre notre monde asphyxié. Saura-t-on demander pardon aux générations qui vont suivre et en souffrir, de ne s'être pas donné les moyens de produire plus intelligemment? D'avoir laissé faire les rapaces? De les avoir laissé contrôler autant la politique que l'économie? D'avoir acheté, tête baissée, leurs gadgets fragiles mais au design si flatteur? Le saura-t-on? ■

Pierre Aguet.
Vevey

Le silence des médias sur une indignation légitime

Lettre à la presse romande.

Le samedi 22 mai 2021, des manifestations de soutien au peuple palestinien ont été organisées dans plusieurs villes en Suisse (Genève, Berne, Bâle). À Genève, 1500 personnes, en majorité des jeunes, ont longé les rues depuis le Palais Wilson, en musique et au rythme des slogans de solidarité. Et pourtant, la grande presse romande a passé ces événements sous un silence quasi absolu. Dans *Le Matin-Dimanche*, une courte note de l'agence suisse Keystone-ATS rapporte sur un rassemblement... à Paris («Ah, Paris!»), puis plus rien. C'est proprement inacceptable. Nous vous écrivons pour vous dire que nous n'acceptons pas que les médias romands détournent les yeux. Nous n'acceptons pas que vous banalisiez ce système colonial et d'apartheid fabriqué sous le regard bienveillant des puissances occidentales. Nous n'acceptons pas l'illusion entretenue par nos Etats et les médias dominants d'un soi-disant retour au calme suite à l'interruption des bombardements sur Gaza. Ce retour au calme ne fait que prolonger l'oppression que subit le peuple palestinien depuis 73 ans dans les territoires sous contrôle israélien, sur la bande de Gaza, en Cisjordanie, à Jérusalem et dans les villes israéliennes. Du Jourdain à la Méditerranée le pouvoir israélien est parvenu à imposer à tout le peuple palestinien un seul régime d'apartheid qui suscite une indignation légitime en Suisse et partout. La question n'est plus de savoir si ce

régime est une réalité, mais de comprendre comment l'apartheid, défini en droit international en tant que crime contre l'humanité, a pu s'épanouir à nouveau sous les yeux du monde. À cet égard, un sérieux travail de réflexion s'impose dans les rédactions de notre pays pour comprendre le rôle des grands médias dans cette situation et pour expliquer pourquoi ils entretiennent l'invisibilité sur l'indignation qu'elle suscite dans la population. Les relations étroites que notre pays entretient avec l'État d'Israël ont pourtant d'importantes répercussions sur la vie quotidienne dans notre pays, c'est pourquoi les manifestations contre l'apartheid israélien devraient faire les unes de vos journaux et non des notules ridicules.

En Suisse, les magasins écoulent des produits agricoles israéliens cultivés par des ouvriers palestiniens et des ouvrières palestiniennes sous-payées, dans des terres palestiniennes et avec de l'eau palestinienne expropriées. Notre gouvernement achète des drones de surveillance israéliens qui ont bombardé la population civile palestinienne; nos hautes écoles et institutions de recherche ont des relations avec des universités qui pavent quand l'armée israélienne bombarde Gaza; nos théâtres et festivals accueillent des spectacles conçus pour cultiver l'illusion esthétique d'un régime inhumain.

Quand les grands médias de notre pays méprisent les campagnes citoyennes pour le boycott, les désinvestissements et les sanctions du régime (BDS), ils entretiennent l'idée que tout cela est normal. Quand les médias dominants de notre pays préfèrent s'extasier sur les mérites d'Israël dans la vaccination contre le Covid-19 au lieu de rappeler que des millions de Palestiniens sont livrés à un régime qui méprise ses obligations sanitaires prescrites par le droit humanitaire, ils entretiennent l'idée fautive qu'un tel régime est humain. La Suisse a déjà fermé les yeux sur l'apartheid à l'époque où le pouvoir blanc opprimait le peuple sudafricain. Les médias suisses persisteront-ils sur la même approche vis-à-vis de l'apartheid israélien?... ■

Collectif BDS Genève,
Outrage Collectif,
Les Foulards Violets,
Faites des Vagues,
Lihaqqi Europe,
Collectif Urgence Palestine

LA CHRONIQUE FÉMINISTE

Je prends des vacances

Je prends des vacances! Je pars en Grèce du 1er au 23 juin, sur l'île de Skyros, dans une pension-restaurant au bord de la mer, que j'ai découverte en 2005. Mais je n'y suis pas retournée depuis 2010. Un bar s'était installé juste à côté et diffusait de la musique «boum-boum» de 10h à 3h du matin, le paradis s'était transformé en enfer! Le premier jour de l'invasion sonore, je suis allée demander qu'on baisse le son, inutile de dire qu'on m'a envoyée dans les cordes. Leur but était d'attirer autant de clients que possible, donc de monter les décibels au maximum. J'adore la Grèce et les Grecs, mais leur tolérance au bruit m'a toujours étonnée. Parmi la douzaine de touristes qui logeaient chez Thomas figurait un Allemand, Harald, parrain d'une petite-fille des patrons, qui maîtrisait le grec mieux que moi. Lui aussi était dérangé par la musique. Nous sommes donc allés à la police dénoncer le bruit et le manque de respect. On nous a répondu que la machine à mesurer les décibels n'était pas encore arrivée! «Cela n'est pas nécessaire, il suffit de venir sur place.» «Ecrivez-nous.» «En anglais?» «Non, en grec!» Ils étaient persuadés qu'il n'y aurait aucune suite. Ils se trompaient: nous avons écrit une lettre circonstanciée en grec, en avons tiré des photocopies, que nous avons remises à la mairie et à la police, où un préposé nous dit que le bar avait déjà reçu plusieurs amendes, mais que le propriétaire préférerait payer et persister. Quelle mentalité! J'ai fini par déménager dans une chambre du village d'à côté, d'où je n'entendais plus le vacarme. J'étais tranquille, mais les patrons étaient fâchés...

Et si je n'y suis pas retournée, c'est notamment à cause de la crise financière, due aux mensonges grecs pour entrer dans l'euro, et à l'attitude cynique de l'UE. Je n'avais pas envie d'aborder le problème et de m'engueuler avec les Grecs. Pour eux, c'est un sport national de tromper le fisc. La Grèce est le seul pays de l'UE qui n'a pas de cadastre. Sa dette publique est de 179% (97% pour la France, 98% pour l'Espagne), le taux de croissance de 1,4% (2,2 pour la France, 3,1 pour l'Espagne), le taux de chômage de 21% (9 et 16). A cause de la situation, entre 300'000 et 500'000 Grecs auraient quitté le pays depuis le début de la crise en 2009. Médecins, avocats, ingénieurs ou jeunes diplômés... La fuite des cerveaux a touché les plus talentueux. Etouffés par les taxes et des cotisations sociales très élevées, plus de 70'000 PME sont parties s'installer à Chypre ou en Bulgarie, où l'impôt sur les sociétés tourne autour de 11% contre 45% en Grèce.

Je fus émue et choquée par *Adults in the Room*, film franco-grec de Costa-Gavras, sorti en 2019, fondé sur le livre-journal de l'ancien ministre de l'économie, le brillant Yánis Varoufákis. Il montre les coulisses secrètes de l'Europe et la rigidité de l'Allemagne, via son ministre Wolfgang Schäuble, qui, totalement insensible à la détresse des Grecs, ne parle que de rigueur budgétaire.

Costa-Gavras part des élections remportées par Syriza, parti de gauche, le 25 janvier 2015, et de l'arrivée comme Premier ministre d'Aléxis Tsípras, qui nomme Yánis Varoufákis ministre de l'économie, et le charge des discussions avec l'UE. Le journaliste Fabien Perrier analyse le rapport de forces en Europe. Quand Syriza arrive au pouvoir, «le parti suscite une peur obsessionnelle chez les dirigeants européens, qui n'attendent que sa chute, Alexis Tsípras ne deviendra fréquentable qu'après avoir signé le troisième memorandum, le couteau sur la gorge.»

Costa-Gavras démontre le piège d'appauvrissement et d'impuissance dans lequel était pris le peuple grec. Le double discours de Michel Sapin, ministre français de l'économie, qui accueille chaleureusement Varoufákis, lui fait des promesses, mais n'ose pas s'opposer à la rigueur du ministre allemand Wolfgang Schäuble. «La France n'est plus ce qu'elle était», lui dit-il comme pour s'excuser. Varoufákis doit affronter des homologues brutaux, arrogants, prêts à trahir la parole donnée en privé.

Si les négociations s'étaient déroulées en faveur de la Grèce, Syriza serait resté au pouvoir pendant 10 ans (au lieu de 4, il fut remplacé en 2019 par Kyriákos Mitsotákis, de la droite ND). En Espagne, Podemos aurait retrouvé de la vigueur, de même en France... Aux yeux de certains dirigeants européens, le risque était celui d'un effet domino. On a voulu humilier et écraser les Grecs jusqu'au bout, anéantissant le projet d'une société plus équitable.

On n'a laissé aucune chance au peuple grec. Certes, il avait menti et triché et n'est pas fichu de mettre de l'ordre dans ses structures. L'église orthodoxe, richissime, ne paie pas d'impôts, les armateurs non plus, et aucun gouvernement ne lutte efficacement contre la fraude fiscale, qui se monterait entre 10 et 20 milliards d'euros. Je me suis souvenue qu'on ne me donnait pas de ticket pour les repas que je prenais chaque soir, ni pour la chambre. J'imagine que c'est une façon de payer moins d'impôts.

Mais malgré tout, j'aime la Grèce, que j'ai visitée chaque année depuis 1980, avec une interruption entre 2011 et 2016. J'ai appris le grec, pour parler avec les gens, la relation est tellement plus belle, directe, chaleureuse, j'ai visité presque toutes les îles, le Péloponnèse, l'est du continent jusqu'à Alexandroupolis, en Thrace. J'ai ramassé du sable de toutes les plages, que je glisse ensuite dans de petites bouteilles, j'aime son ciel, ses mers, ses collines, ses chants, j'aime ses habitants et leur xénophilie unique au monde, j'aime leur café (metrio), l'ouzo, le vin résiné, leur nourriture: tarama, caviar d'aubergine, mous-saka, pastitsio...

Quand je vois un homme monter un âne, ou le guider s'il est trop chargé, j'ai l'impression de vivre dans un autre temps, où la vie est frugale mais simple et généreuse. Je suis et je marche «ailleurs».

Pour la première fois depuis longtemps, je peux partir en juin: pas de concert de ma chorale pour cause de Covid et la Fête de la musique, cette année, sera restreinte. Alors, je vais profiter de l'aubaine. J'ai besoin de me ressourcer: je ne suis pas partie en 2020. Après Perséphone, Ariane, Médée (trois recueils publiés), j'espère rencontrer Cassandre. Et je reviendrai juste à temps pour rédiger ma dernière chronique avant la pause d'été de *Gauchebdo*. À bientôt.

Huguette Junod

LE DANEMARK AURAIT AIDÉ LES USA À ESPIONNER LES LEADERS EUROPÉENS...



La faim comme massacre quotidien

DROITS HUMAINS

«Un enfant qui meurt de faim est un enfant assassiné», souligne Jean Ziegler. Selon le premier rapporteur de l'ONU pour le droit à l'alimentation, les facteurs de cette «conspiration contre les pauvres» sont: la spéculation sur les prix des aliments de base, le poids de la dette et le dumping agricole. Entretien.

L'insécurité alimentaire aiguë atteint son niveau le plus élevé en cinq ans, selon le Rapport mondial sur les crises alimentaires. Comment réagissez-vous à ce constat?

JEAN ZIEGLER Rien de surprenant à tout ça, que ce soit pour la situation présente ou pour le proche avenir. Le massacre quotidien de la faim demeure le scandale absolu de notre temps. Selon l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), un enfant en dessous de 10 ans meurt de faim ou de ses conséquences immédiates toutes les cinq secondes. L'organisation onusienne dresse un bilan épouvantable: 17'000 enfants de cet âge périssent chaque jour de faim, près d'un milliard d'êtres humains sont en permanence gravement sous-alimentés.

Le même rapport qui livre annuellement ces chiffres terribles affirme que l'agriculture mondiale, dans l'étape actuelle de son développement, pourrait nourrir normalement 12 milliards d'êtres humains, c'est-à-dire fournir à chacun d'eux les 2200 calories/jour indispensables. Ceci à condition que la distribution de la nourriture obéisse à des critères normatifs de justice et d'équité, qu'elle ne soit pas dépendante du seul pouvoir d'achat. Un enfant qui meurt de faim est un enfant assassiné. Cela dit, la faim augmente effectivement à nouveau depuis trois ans et, avec la pandémie, le cours des choses est absolument catastrophique. Le Covid a jeté dans l'abîme de la sous-alimentation grave et permanente 136 millions de personnes de plus.

Quels sont les facteurs qui entretiennent cette situation et vont à contre-courant des dispositifs de lutte contre la faim dans le monde?

Il n'y a pas de fatalité. Les causes sont facilement identifiables, de même que les mesures à prendre dans l'immédiat. A commencer par la spéculation boursière sur les aliments de base, le maïs, le riz et le blé, qui couvrent 75% de la consommation mondiale. Les opérations spéculatives poussent sans cesse les prix à la hausse et procurent des profits astronomiques aux multinationales et aux grandes banques. Ce phé-

nomène constitue une véritable conspiration contre le sort des pauvres à travers le monde. Dans tous les bidonvilles du monde, les mères ne parviennent plus à nourrir au quotidien leurs enfants, tant leurs ressources sont laminées. Il est plus que jamais urgent d'interdire ces jeux financiers autour de produits agricoles indispensables à la survie des plus démunis.

Deuxième facteur déterminant: le poids de la dette dans les pays pauvres. Ceux-ci sont asphyxiés, les investissements dans l'agriculture leur sont impossibles. Faut d'équipements, d'irrigation suffisante, d'engrais, la production par hectare au Sahel, par exemple, est dix fois moins importante qu'en Bretagne ou ailleurs. Ce que le Mali gagne avec l'exportation d'un peu de coton, ou le Sénégal avec de l'arachide, va immédiatement dans le service de la dette auprès des grandes banques, essentiellement occidentales. C'est un cercle vicieux infernal. Il faut absolument lever ce verrou de la dette, oser tirer un trait. C'est parfaitement possible et dans l'immédiat.

Troisième cause, tout aussi décisive: le dumping agricole. Les surplus des pays de l'Union européenne sont déversés sur les marchés africains à des prix totalement imbattables. Autrement dit, ils ruinent complètement la faible production agricole autochtone. Les producteurs locaux sont écrasés. Il faut stopper cette pratique commerciale dévastatrice qui sape tous leurs efforts.

Comment ne pas évoquer enfin les ventes de terres. L'année dernière, 41 millions d'hectares de terres agricoles africaines sont passés entre les mains de holdings financiers. Ceux-ci chassent ensuite les paysans de leurs villages et produisent des légumes ou des fleurs, les roses du Kenya par exemple, exportées en Europe, en Amérique, en Arabie saoudite, etc. Je peux continuer à énumérer ces facteurs, propres au système capitaliste, qui provoquent et entretiennent la faim dont souffrent tant d'êtres humains. Ce qui fait défaut, c'est, fondamentalement, la volonté politique d'en finir, de mettre



Jean Ziegler dénonce la faim tant structurelle que conjoncturelle, en refusant tout fatalisme.

un terme aux conséquences tragiques d'un tel système.

Pensez-vous que la pandémie, qui aggrave la crise alimentaire, va provoquer une prise de conscience au niveau international?

Pour l'instant, aucun signe ne témoigne d'une évolution dans ce sens. La dette extérieure des pays pauvres, par exemple, est toujours intouchable. Les banques créancières et le FMI ne renoncent pas à un seul centime. Le Covid a pourtant aggravé la crise alimentaire, la production a complètement chuté, les transports sont pratiquement interrompus et la force de travail s'est réduite. En finir avec la

faim constitue la deuxième des dix-sept exigences de l'agenda du développement durable de l'ONU à l'horizon 2030. Antonio Guterres a raison de se référer à cette exigence, mais toute l'évolution actuelle va dans le sens contraire, et je ne vois pas du tout comment l'humanité pourrait accéder à la sécurité alimentaire dans les huit à neuf ans qui restent.

Les Nations unies distinguent deux types de faim: la faim structurelle, liée au développement insuffisant des forces de production d'un pays, et la faim conjoncturelle, quand une économie s'effondre totalement, en raison d'une guerre, de la sécheresse, d'une

épidémie... et c'est alors la famine. La faim ainsi qualifiée augmente actuellement puisque les conflits et les guerres se multiplient. Ces situations dramatiques – faim structurelle et faim conjoncturelle – sont cumulatives. On est aujourd'hui dans ce double cas de figure. C'est la première fois depuis fort longtemps. ■

Propos recueillis par
Nadjib Touaibia

Paru dans *L'Humanité dimanche*
Ouvrages de Jean Ziegler à ce propos: *Destruction massive, géopolitique de la faim*, Seuil, 2011; *Le capitalisme expliqué à ma petite fille*, en espérant qu'elle en verra la fin, Seuil, 2018.

Un milliard de ventres vides à bout de patience

CRISE ALIMENTAIRE • L'ONU sonne l'alarme. Le nombre de personnes souffrant de faim ou menacées de famine ne cesse d'augmenter. La crise du Covid vient alourdir une situation intolérable, qui alimente la colère populaire. Le réveil des consciences occidentales urge.

Des millions de personnes basculent dans l'«insécurité alimentaire aiguë». Le dernier rapport du Réseau mondial contre les crises alimentaires sonne l'alerte. L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Union européenne et le Programme alimentaire mondial pointent en effet une dangereuse courbe à la hausse.

En 2020, le fléau de la faim a atteint un niveau inégalé depuis cinq ans: au moins 155 millions de personnes dans 55 pays entraînent dans cette classification, soit 20 millions de plus qu'en 2019: les pays africains sont les plus touchés, ainsi que le Yémen, ravagé par la guerre, l'Afghanistan, la Syrie et Haïti plongés dans une crise socio-politique dévastatrice. Plus de 75 millions d'enfants de moins de 5 ans de ces pays souffrent d'un

retard de croissance, et 15 millions d'entre eux présentent une maigreur excessive.

Conflits et folie néolibérale

Les conflits figurent en tête des facteurs qui entretiennent et aggravent la crise alimentaire, précipitant dans la carence alimentaire quelque 100 millions de personnes, contre 77 millions en 2019. La pandémie et ses conséquences économiques ont durement affecté plus de 40 millions de personnes dans dix-sept pays et territoires, contre 24 millions et huit pays en 2019.

À ce sombre tableau, il faut désormais ajouter la flambée des prix des matières premières agricoles et la baisse des revenus des ménages. Un cocktail explosif. Selon la FAO, les prix sont au plus haut depuis 2014. L'institution redoute l'ex-

plosion d'émeutes de la faim, tant la conjoncture est semblable à celle des années 2007-2008.

«Ne nous confinez pas, nourrissez-nous»

Plus récemment, le 18 mai 2020 au Chili, les habitants d'El Bosque, banlieue pauvre de Santiago, ont affronté la police la faim au ventre provoquée par les pénuries et la chute des revenus. «Plutôt mourir du coronavirus que de la faim», scandaient l'an dernier les millions de laissés-pour-compte au Liban. «Ne nous confinez pas, nourrissez-nous», criaient-ils avec colère et désespoir.

Comment ne pas citer Haïti, où la moitié de la population végète sous le seuil de pauvreté avec moins de 2 euros par jour. Les scènes d'émeutes

y sont récurrentes, y compris face aux balles de la police. Le prix du riz, aliment de base, a plus que doublé par rapport à 2019. Selon les projections de l'ONU, près de trois millions d'Haïtiens sont menacés de famine depuis mars 2020.

Paradoxe sidérant dans un monde qui regorge de richesses, la faim n'a jamais été aussi répandue dans le monde. «La pandémie de Covid-19 a révélé la nécessité de rendre les systèmes plus équitables, plus durables et plus résilients afin qu'ils fournissent de manière ininterrompue une alimentation nutritive à 8,5 milliards d'êtres humains d'ici à 2030», recommande le Réseau mondial contre les crises alimentaires. Le message sera-t-il entendu? ■

Nadjib Touaibia

Paru dans *L'Humanité Dimanche*

Guerre totale contre le mouvement social

COLOMBIE • Maurice Lemoine, ancien rédacteur en chef du *Monde diplomatique* et spécialiste de l'Amérique latine, revient sur la situation en Colombie.

« Si un peuple sort pour manifester au milieu d'une pandémie, c'est parce que le gouvernement est plus dangereux que le virus. » Sous cette forme ou sous une autre, ce slogan figurait sur d'innombrables pancartes, panneaux et banderoles quand, le 28 avril, dans les rues de Bogotá, Cali, Medellín, Pereira, Manizales, Neiva ou Pasto, des flots de manifestants ont commencé à se déverser.

Une indignation majuscule portait les participants: trois jours auparavant, le gouvernement avait annoncé sa nouvelle... «Loi de solidarité durable» (ou «soutenable», selon les traductions). C'était la meilleure, celle-là! Préparée par le ministre des Finances, un néolibéral orthodoxe, Alberto Carrasquilla, cette réforme fiscale entendait recouvrer 6,3 milliards de dollars afin de réduire un déficit fiscal que la catastrophe sanitaire a considérablement aggravé. Soit. Mais en tapant essentiellement sur les classes moyennes et les milieux populaires. Coup pas trop élégant, on en conviendra. Surtout quand, au milieu des cris d'alarme des hôpitaux débordés, le pays subissait la troisième vague de la pandémie.

«Solidaire», une loi faisant passer la TVA (IVA en espagnol) de 5% à 19% sur des produits comme l'essence ou, depuis les aliments jusqu'aux vêtements, les biens de première nécessité? «Soutenable» l'augmentation de la taxe sur les services publics, dont l'eau, le gaz ou l'électricité? Acceptable un impôt sur les retraites ou l'élargissement de la base imposable en direction des moins fortunés? Très difficile à avaler quand, au même moment, la Direction nationale des statistiques (DANE) publie ses derniers chiffres: de 35,7% en 2019, le taux de pauvreté est passé à 46,1% en 2020¹. A peine moins – 42% – si l'on intègre dans les calculs les maigres – et provisoires – programmes d'assistance mis en place pour atténuer les effets du Covid-19².

Trois millions six cent mille nouveaux pauvres (pour arriver à un total de 21 millions, dont 7,5 millions en extrême pauvreté) ... Et il faudrait subir encore plus? La Colombie se révolte.

La fièvre est le symptôme, pas la cause de la maladie

Le Comité national de grève (Comité de Paro: CNP) rassemble les principales centrales syndicales et divers mouvements sociaux³. Il appelle à la mobilisation. Malgré les ravages de la pandémie (plus de 80'000 morts), l'appel est massivement suivi. Aux travailleurs et salariés, syndiqués ou non, se joignent les étudiants, des pans entiers de la classe moyenne, les organisations paysannes, la «minga»⁴ indigène et, surtout, les jeunes précarisés des quartiers populaires, nouvelle génération «sans futur», qui se réveille comme un volcan. D'impressionnantes colonnes de protestataires s'ébranlent pacifiquement.

Vingt-quatre heures ne se sont pas écoulées que le procureur général de la Nation Francisco Barbosa donne le ton de ce que va être la réaction gouvernementale en annonçant l'arrestation de plusieurs membres de «cellules subversives» dédiées au «terrorisme urbain». Le lendemain, alors que la rue bouillonne de colère, l'expresidente Álvaro Uribe se manifeste une première fois, dans le registre qu'on lui connaît: «Soutenons le droit des soldats et des policiers à utiliser leurs armes pour défendre leur intégrité et pour défendre les personnes et les biens contre l'action criminelle du terrorisme et du vandalisme», ordonne-t-il sur les réseaux sociaux. Petit doigt sur la couture du pantalon, Iván Duque, celui que nombre de Colombiens ont surnommé «le sous-président», obéit à son mentor. Dès le 1^{er} mai, il annonce le déploiement l'armée dans les rues «pour protéger la population».

Redoutés escadrons anti-émeutes

Les premières victimes tombent, bien mal protégées. Portés par la rage et l'indignation, plus spontanés, plus émotionnels, les jeunes débordent le Comité de grève et se projettent en «première ligne» du mouvement. Si les manifesta-



Manifestation de l'opposition contre le programme d'austérité d'Iván Duque, le 28 avril à Medellín.

tions demeurent pacifiques, conjuguant les marches, rassemblements, carnivals, sit-in et orchestres de rue, se greffent sur elles, très classiquement, des groupes de «casseurs» – irresponsables et/ou infiltrés. Dans un formidable déploiement, policiers et membres du très redouté Escadron mobile antiémeutes (ESAMD) jouent de la matraque, de la «lacrymo», de la munitions paralysante, du gaz irritant, du canon à eau et... de l'arme à feu. Commandant en chef de l'armée, le général Eduardo Zapateiro déploie ses troupes et se rend à Cali, troisième ville du pays, devenue l'épicentre de la rébellion, pour y diriger personnellement les opérations.

Zapateiro? Un chef militaire bien «à la colombienne». En février, des mères de victimes des «faux positifs» – ces pauvres hères assassinés par des militaires, puis, pour «faire du chiffre» et obtenir des récompenses, affublés d'uniformes de guérilleros- se sont insurgées. Elles exigeaient de la Juridiction spéciale pour la paix (JEP) que ne soient pas uniquement jugés les soldats, mais aussi leurs officiers supérieurs ainsi que les responsables gouvernementaux. En guise de réponse, le général Zapateiro a décoché un Tweet venimeux: «Nous sommes des soldats de l'armée et nous ne nous laisserons pas vaincre par les vipères et pervers qui veulent nous attaquer, nous montrer du doigt et nous affaiblir. Officiers, sous-officiers et soldats, nous ne nous rendrons pas, nous ne faiblirons pas, toujours forts, la tête haute. Dieu est avec nous»⁵.

Dieu? On l'ignore. Mais l'ex-président Uribe, oui, assurément. Réapparaissant le 3 mai, celui-ci a fait l'événement en évoquant une mystérieuse «révolution moléculaire dissipée» (RMD) pour stigmatiser les manifestants. Cette théorie fumeuse a été importée en Colombie par un certain Alexis López, chilien néonazi et nostalgique d'Augusto Pinochet. Officiellement invité à plusieurs reprises par l'Université militaire Nouvelle Grenade (UMNG), établissement public d'éducation supérieure chargé à Bogotá de la formation des sous-officiers, officiers et policiers, il y a donné plusieurs conférences, dont une intervention intitulée *Violence dans la protestation sociale: loi et ordre entre l'épée et la légitimité*, le 23 juillet 2020. D'après López, les grandes organisations dirigeant la révolution ayant disparu, tout comme «le communisme», ce sont désormais des forces occultes qui, à travers des entités autonomes, mènent «une guerre civile permanente» contre l'État. Par conséquent, les manifestants et membres des mouve-

ments populaires, c'est-à-dire les civils – rebaptisés «molécules» – doivent être considérés comme des «cibles militaires»⁶.

Un retour assumé à l'«ennemi interne» cher à la Doctrine de sécurité nationale imposée dans toute l'Amérique latine, via les dictatures, pendant les années de Guerre froide, par les Etats-Unis. Un concept appliqué au pied de la lettre par les forces de sécurité colombiennes. Deux semaines après le début de la contestation, on déplorait déjà 963 détentions arbitraires, 800 blessés (dont 28 éborgnés) et 47 morts (dont un capitaine de police).

La mobilisation de 2019 comme détonateur

Pourtant, malmené par la pression sociale, le président Duque a retiré la réforme des finances contestée dès le 2 mai (version officielle: en réalité, c'est le Congrès qui a traîné des pieds au moment de l'examiner). Géniteur du projet, le ministre Carasquilla a démissionné. La contestation ne s'en est pas moins poursuivie. Elle s'est même amplifiée. Indignation devant les violences policières. Exaspération portée à son paroxysme. Car, en fait, la fameuse réforme n'a été que le détonateur d'une situation qui ne demandait qu'à exploser. Et qui n'a rien d'une nouveauté.

A partir du 21 novembre 2019 – au moment où se révoltaient d'autres victimes du néolibéralisme, du Chili à l'Équateur en passant par Haïti – des protestations massives ont déjà secoué la Colombie. Convoquées à l'origine par les centrales ouvrières (CUT, CGT, CTC), elles contestaient la politique économique, la privatisation des caisses de retraite, les réformes affectant le monde du travail, le sabotage des Accords de paix signés en 2016 par l'Etat avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), les assassinats de dirigeants sociaux. Elles reçurent le renfort d'un mouvement étudiant qui réclamait davantage de ressources pour l'éducation supérieure. Et qui, en l'absence d'une direction politique claire et définie, le mouvement ayant pris de l'ampleur de façon très spontanée, devint le fer de lance des affrontements avec l'ESMAD et les policiers. Les jeunes, déjà, symboles d'un changement générationnel.

Alors que plus d'un million de personnes se mobilisaient dans les principales villes du pays, le pouvoir, comme à son habitude, choisit la confrontation. Il décréta un couvre-feu à Bogotá, militarisa le pays et octroya des facultés extraordinaires aux autorités locales pour «rétablir l'ordre». On eut à déplorer trois morts, 250 blessés et des centaines d'arrestation.

Conséquence de ce mouvement considéré comme «historique», le Comité de Paro s'organisa. Fin 2019, il remit au pouvoir une série de revendications. Qui demeurèrent lettre morte. Plus que les vacances de fin d'année, la propagation du Covid-19 interrompit les mobilisations – le pays entamant un confinement général de cinq mois à partir du 25 mars 2020.

La trêve fut on ne peut plus brève. Malgré la pandémie, quinze organisations indigènes, paysannes et afro-colombiennes relancèrent la contestation sociale au mois d'octobre 2020. Surgies des entrailles du Département du Cauca, région du sud-ouest du pays très affectée par les près de 60 ans de conflit armé, huit mille membres de la «Minga» entassés dans des cars et «chivas» multicolores, parcoururent les 450 kilomètres les séparant de Bogotá. Ils souhaitaient rencontrer le président Duque pour lui présenter leur demande d'un pays «plus démocratique, pacifique et égalitaire». C'était beaucoup attendre d'un chef d'Etat élu sous les couleurs du Centre démocratique, le parti d'Uribe, féroce allié des «terratenientes» (les grands propriétaires terriens) et du secteur privé. Duque refusa de les recevoir. Ils ne purent donc lui rappeler que, dans les populations indigènes, le taux de pauvreté atteint 63%.

Ce sont ces braises qui embrasent à nouveau la Colombie, la réforme des finances (et les projets gouvernementaux touchant aux retraites et à la santé) ne faisant que s'ajouter aux raisons de l'exaspération exprimées en 2019. ■

Maurice Lemoine

1 <https://www.dane.gov.co/index.php/estadisticas-por-tema/pobreza-y-condiciones-de-vida/pobreza-monetaria>
2 Le gouvernement revendique la mise en place d'un programme de soutien à l'emploi formel bénéficiant à environ 3,5 millions de travailleurs; le remboursement de la TVA pour près de 2 millions de ménages vulnérables; le renforcement du Fonds de solidarité éducative (700'000 étudiants).
3 Le CNP regroupe 26 organisations nationales, 29 comités départementaux et plus de 300 comités municipaux.
4 C'est ainsi que les indigènes appellent leurs rassemblements et actions collectives.
5 <https://www.semana.com/nacion/articulo/no-nos-dejaremos-vencer-por-vibras-venenosas-comandante-del-ejercito-en-polemica-por-informe-de-la-jep-sobre-falsos-positivos/202143/>
6 Pour ajouter à son délire, López se réfère aux... philosophes français post-structuralistes Félix Guattari (qui a publié en 1977, *La révolution moléculaire*), Jacques Derrida, Gilles Deleuze et au très oriental Jeu de GO! Texte intégral sur www.medelu.org/Guerre-totale-contre-le-mouvement-social

Portrait d'une Amérique déclassée

BD • Qu'est-ce qu'une vie d'adolescent blanc dans les Etats-Unis du début des années 1960? David Small signe un chef-d'œuvre.

Alors que Russel Pruitt, 13 ans, regarde son visage dans les boules du sapin, il ne sait pas qu'il fête son dernier Noël dans l'Ohio. Ses parents se déchirent. Sa mère quitte son père, vétéran de guerre. Alors, père et fils prennent leur voiture et filent vers l'Ouest. Où aller dans cette Amérique lorsque l'on veut refaire sa vie?

Las, c'est le contraire d'une vie réussie, ensoleillée, victorieuse qui les attend. Le paternel sombre doucement. Les ennuis d'argent sont constants. Se dresse un portrait accablant de la classe moyenne blanche déclassée et de ces deux gars atterrissant dans une chambre louée par des Chinois, «presque pire que des Afro-Américains» pour le voisinage. Le lecteur se retrouve face à ce visage tellement émouvant du jeune homme, entre deux âges, entre deux vies, entre deux écarts, entre deux genres, et seul, tellement seul.

Une inquiétude monte, avec des animaux tués par un sadique, un chien abandonné puis écrasé, l'insigne du Lions Club devenu un signe héraldique étrange et cauchemardesque, un rat apprivoisé, des chats suspendus à un grillage... Une animalité se terre et s'affiche dans une douleur et une souffrance qui traduisent un monde sans pitié, d'une violence symbolique et réelle pour Russel. Un ami bizarre, des copains vantards, d'autres ados qui

le prennent en grippe parce qu'il leur paraît efféminé, personne à qui parler et la vie qui passe, à rien, pour rien.

De longs silences marquent ce vrai chef-d'œuvre graphique imaginé par David Small. Le trait qui délimite la présence des personnages est si fin que l'on dirait qu'ils vont se casser ou disparaître. Les noirs, gris, blancs sont essayés, composés, fusionnés, mélangés de cent manières différentes, entre crayon, plume, stylo, aquarelle. Les aplats, les halos, les ombres, les fonds de case oscillent et donnent de la vie l'image d'une illusion réelle, comme un éblouissement, une noirceur ou une grisaille dont on ne sort pas. Il n'y a pas mort d'homme? C'est le sort de tous les adolescents un peu paumés du monde entier? Sauf que là, il y a mort d'un adolescent. On ne plaisante pas avec les codes dans cette Amérique-là. «Plutôt s'enfuir en Alaska, au Mexique, en Uruguay ou quelque part dans la jungle brésilienne.» Dans cet océan de tristesse, une femme chinoise, un vrai pied de nez à l'Amérique, a conservé le plus rare, l'affection. Un authentique chef-d'œuvre, comme une bande dessinée-matographique. Une BD cruellement belle. ■

Pierre Serna

Paru dans *L'Humanité*

David Small, *Dans la nuit noire*, Editions Delcourt.



La bande dessinée suit le chemin difficile du petit Russel Pruitt.

LDD

Un écrivain suisse méconnu réédité

LIVRE • Walter Diggelmann développa un puissant regard critique sur l'actualité et la société, de la politique suisse des réfugiés pendant la Deuxième Guerre mondiale à l'anticommunisme après 1945. Il est aussi l'auteur de nombreuses pièces pour la radio et la télévision.

Dürrenmatt, Frisch, et, un peu à l'ombre, Diggelmann. Trois grands plumes suisses ayant bénéficié de traductions en français, dont la lecture pour un bilingue est un vrai plaisir, comme celles des romans de Robert Walser. Walter Diggelmann (1927-1979) a surtout été connu pour son ouvrage magnifiquement traduit par Jean-Louis Cornu sous le titre de *L'Interrogatoire de Harry Wind* (Lausanne, 1963).

Des débuts misérables

Fils illégitime d'une veuve servante de ferme, il a passé son enfance sous tutelle, en prison pour un petit charpillage, interné à Dresde par les autorités allemandes après une tentative de fuite en Italie, puis remis sous tutelle en Suisse. La misère classique des enfants du prolétariat. A vingt ans, il se découvre une passion pour l'écriture et gagne sa vie dans les métiers les plus divers, voleur, ouvrier, «femme de ménage», journaliste à la *Weltwoche*... Il devient un grand écrivain, narrateur, «raconteur d'histoires» pour reprendre ses termes, dans le style de Joseph Roth.

Sa vie politique a connu un virage important en raison de son travail dans l'agence Rudolf Farner Werbeagentur. Celle-ci, surtout connue pour la promotion des projets militaires suisses, était l'exemple même de l'organisation scientifique de la manipulation de l'opinion publique au service de la grande bourgeoisie.

En 1965, sous la Guerre froide, presque dix ans après l'insurrection hongroise, psychologiquement encore très présente, Diggelmann, déjà célèbre en raison du roman *Harry Wind*, publie *Die Hinterlassenschaft* (*La Succession difficile*). Les événements connus a posteriori sous le nom de Pogrom de T. constituent une part importante du récit. L'auteur se réfère aussi à la vague d'anticommunisme déclenchée ou pour le moins renforcée par l'insurrection hongroise d'octobre 1956 et au cours de laquelle le penseur et philosophe marxiste Konrad Farner a fait l'objet de persécutions ignobles. Or, le personnage principal du roman, David Boller, ayant assisté à ces événements, s'aperçoit du lien entre les frontistes suisses des années 1930 et les anticommunistes les plus virulents des années 1950. C'est dire combien, aujourd'hui encore, parler de Diggelmann, revient à s'aventurer sur un terrain miné.

Le livre a suscité un incroyable scandale, ce qui pourrait surprendre puisque le lien entre anticommunistes, frontistes et antisémites était connu, de même que l'hypocrisie du principe de la neutralité suisse. Mais il ne fallait pas (trop) en parler.

Antisémitisme et anticommunisme

L'histoire: David Feinigstein est le fils d'un père juif allemand et d'une Suisse, Boller, ayant perdu par son mariage la nationalité suisse. Ce couple tente de s'enfuir en Suisse. Il

est arrêté à la frontière et remis aux autorités allemandes avant de périr à Auschwitz. Resté en Suisse, David est adopté par son grand-père maternel, un communiste actif ayant réuni une importante documentation sur la politique suisse hostile aux juifs pendant la seconde guerre mondiale. A sa mort, David découvre cette documentation et décide de rechercher les hommes dont les options politiques ont favorisé les pratiques ayant conduit à l'assassinat de ses parents. Des recherches qui l'amènent à redécouvrir le lien entre frontistes des années 1930 et autorités politiques de l'époque.

En rupture avec le déroulement du récit, Diggelmann rappelle, de façon subite mais pertinente, le lien entre ces milieux et l'affaire «Alois Hauser» (pseudonyme pour Konrad Farner) de 1956. C'est peut-être ce procédé en raccourci, en juxtaposition, qui fait de ce saut dans le temps une grande réussite littéraire. Point de départ de ce lien: une convocation pour une assemblée extraordinaire du Parti du Travail (PdA) le 13 novembre 1956, au retour d'Alois Hauser de Berlin-Est, invité par le Pen-Zentrum Ost und West pour une adresse de commémoration pour Bert – dans le texte, à la place de Bertolt – Brecht. A la suite de ce voyage, Hauser et sa famille sont ignoblement persécutés, ainsi que cela est décrit dans le passage devenu célèbre sous le titre «l'exemplaire Pogrom de T» Ce passage décrit de façon exacte le

processus: appel public dans la presse contre Hauser (annonce signée «Aktion Frei sein»), boycott par les commerçants, etc., contraignant la famille à se barricader, l'adresse ayant été révélée de façon malveillante par la NZZ.

Mise à l'écart des Juifs

Le terme de *pogrom* était peut-être excessif, mais le texte de Diggelmann décrit de façon saisissante l'attitude de l'entourage de Hauser, dont l'hostilité systématique et souvent violente rappelle la mise à l'écart des juifs allemands. Le processus sociologique était largement semblable.

Vu sous cet angle, le roman signé Diggelmann a un aspect documentaire comme beaucoup de publications littéraires de l'époque. Et rappelle Niklaus Meienberg, journaliste et surtout écrivain polémique. En fait, son récit est essentiellement une critique littéraire de l'hypocrisie des autorités suisses. De façon très détaillée, Diggelmann s'est référé à des rapports établis pour le Conseil fédéral et à des extraits de presse, qui mettent en lumière le célèbre réflexe suisse connu sous le nom d'«Anpassung» (*adaptation*, ndlr).

Appareil critique

La version rééditée est munie d'un important appareil critique, qui corrige certaines inexactitudes ou omissions. Il signale avec exactitude et pertinence l'identité réelle des personnes visées par les personnages fic-

tifs du roman. Ce n'est pas glorieux! Mais même en tenant compte des corrections et adaptations indispensables, le constat est grave: la Suisse aurait pu faire mieux. Mais elle n'est pas la seule. On peut lire, par exemple, Edgar Hilsenrath, *Fuck America* (traduction de Jörg Stickan).

En 1965, la Guerre froide bat son plein et un écrivain communiste est assimilé à un «terroriste vendu à Moscou» avec pour mission de subvertir la Suisse. Manque de chance pour ses ennemis: Diggelmann est un grand écrivain, dont les deux romans mentionnés connaissent non seulement un fort retentissement mais sont lus en RFA, puis avec le même succès en RDA. Il faut dire que la RDA publiait les livres des écrivains de la RFA sans trop se préoccuper de savoir si les écrits de Thomas Mann ou de Heinrich Böll, édités en RDA, étaient conformes ou non au dogme du Parti socialiste unifié d'Allemagne (SED). L'argent n'ayant pas d'odeur, on retrouve les livres de Diggelmann édités, avec quelques retouches politiques parfois opportunistes, en RDA. ■

Martin Schwartz

Walter Matthias Diggelmann, *Die Hinterlassenschaft*, Zurich, Chronos, 2020, postface de Margit Gigerl. La traduction française de *La succession difficile* est d'Eric Schaer, Lausanne 1969.

Comme référence, Werkausgabe vol.4: *Die Hinterlassenschaft*, préface de Klara Obermüller, introduction de Hans Ulrich Jost et postface de Bernard Wenger, 2003. Pour la RDA: Verlag Volk und Recht, Berlin 1967.

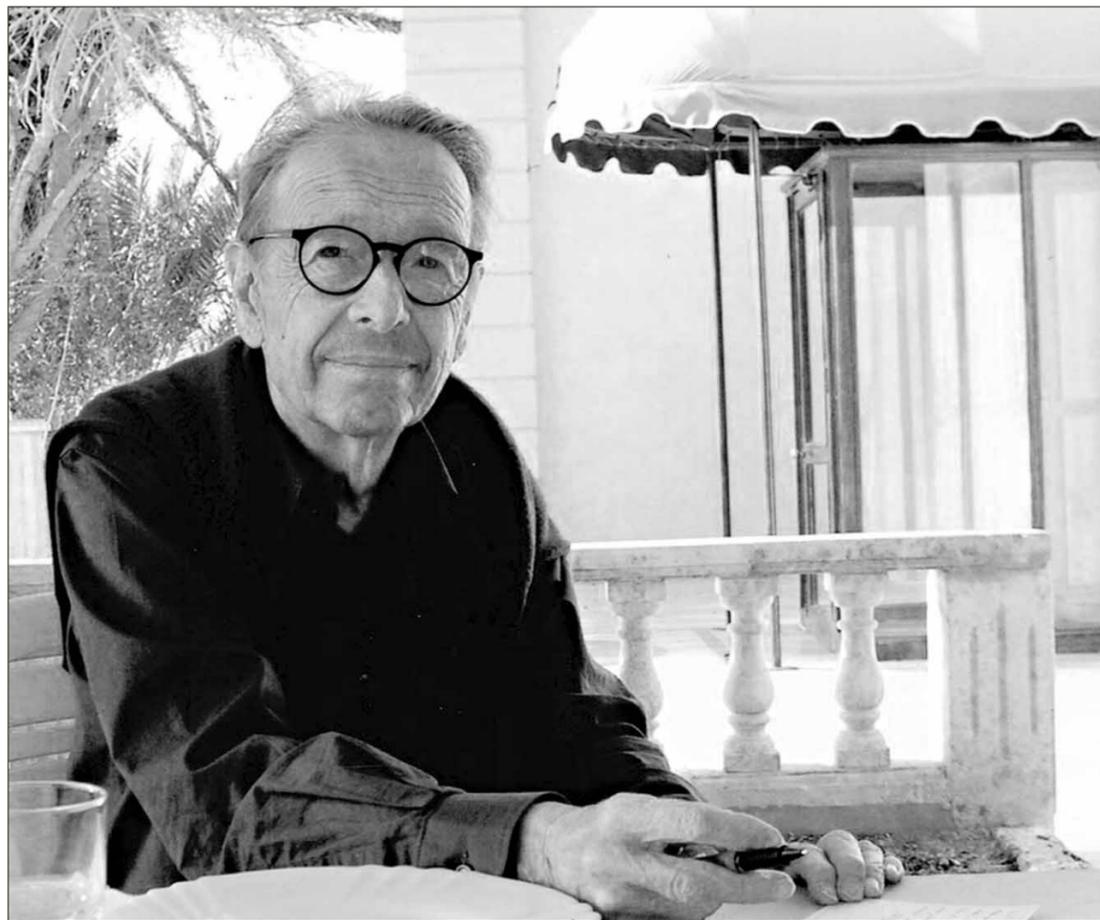
Jaccottet évoque l'œuvre d'artistes

LIVRE • Le regard empathique et pénétrant de l'écrivain vaudois Philippe Jaccottet disparu en février dernier dialogue avec les œuvres de ses amis artistes. Lumineux, pertinent et essentiel, voici un mouvement de reconnaissance à nul autre pareil.

L'immense poète Philippe Jaccottet nous a quittés le 24 février 2021. Avant de s'en aller, il a encore relu les épreuves de trois ouvrages. Celui dont nous parlons ici, qui reprend un choix de textes (préfaces, hommages funèbres, écrits pour catalogues ou expositions) s'étendant sur un demi-siècle, est tout simplement magnifique. Les critiques d'art devraient tous et toutes le lire. Car on aura rarement vu une telle humilité – qui n'est point une pose de faux modeste – devant des créations picturales. D'ailleurs, l'auteur ne cesse de le répéter: «Je ne suis pas du tout critique d'art», «Il faut faire attention à ne pas trop phraser sur la peinture», ou encore il se présente comme un «spectateur relativement naïf», qui ne s'accorde pas «la moindre compétence spécifique» pour parler d'art. A travers ses différents textes, l'on sent vers quelles créations artistiques vont ses goûts profonds. Et le style de ses chroniques est d'une rare élégance, parfois proustien, à la fois éclairant et poétique. Philippe Jaccottet opère aussi des liens entre les arts visuels et divers écrivains: Rilke, Goethe, Baudelaire, Rimbaud...

Des œuvres invitant au recueillement

Il montre l'adéquation entre les poèmes de Chagall et sa peinture. Il résume avec un rare esprit de synthèse les thèmes du grand artiste juif russe. Il exprime superbement l'esprit de la peinture de Giorgio Morandi, celle de ses natures mortes, «immobiles, tempérées, retenues sans être figées»: «On pense aux moines-



Philippe Jaccottet à Palmyre, 2004.

Gérard Khoury

poètes du Japon à cause de la pauvreté humble du bol blanc». Par son «économie d'effets et de sujets», qui gardent un certain mystère, l'œuvre de Morandi invite au «recueillement». On l'aura compris, les préférences de Philippe Jaccottet vont aux peintres de l'intériorité, du silence,

des objets quotidiens et humbles. Qualités qu'il retrouve dans l'œuvre de Charles Chinnet, d'Italo De Grandi ou encore de Gérard de Palézieux. Ce dernier, dans ses gravures, a fait «le sacrifice de la couleur», allant vers toujours plus d'austérité. Autant d'artistes étrangers à toute esbroufe!

L'auteur se montre critique face à certaines tendances de la production artistique contemporaine: «Sur les intentions, quelle prolixité! Exactement proportionnelle à l'affaiblissement du métier.» Il n'aime ni les «faiseurs» ni les «virtuose», qui trop souvent occupent le devant de la

scène. Bien que ses goûts personnels le portent davantage vers la figuration que vers l'abstraction, Jaccottet ne rejette pas celle-ci, comme le montrent ses textes consacrés à Jean-Claude Hesselbarth ou aux sculptures d'Antoine Poncet. Ses propos sont souvent saisissants de vérité, ainsi lorsqu'il évoque la présence de la mort dans l'œuvre d'Alberto Giacometti.

Amitié avec les peintres

Une mention spéciale pour le beau portrait de la femme peintre Léo Fiaux, une personnalité qui tranche totalement avec l'esprit vaudois, subversive, originale, une sorte d'hippie avant la lettre, avec laquelle Jaccottet a voyagé en Italie. De surcroît, elle représente le versant solaire (fête, amitié et vie nocturne tout en lumière) que Jaccottet a toujours tant aimés.

Il faut noter que plusieurs de ces artistes ont été invités chez lui dans sa demeure de Grignan, ou se sont même établis dans cette localité chère à Madame de Sévigné. Car le lien qui unit Philippe Jaccottet aux peintres dont il parle est aussi celui de l'amitié, certes pudique. L'un des derniers textes est un émouvant hommage à son épouse Anne-Marie, aquarelliste discrète, avec qui il a partagé une longue vie de création, tant poétique que picturale. En bref, ce beau livre, bien illustré, nous en apprend autant, sinon davantage, sur l'écrivain disparu que sur les artistes qu'il a su mettre en valeur. ■

Pierre Jeanneret

Philippe Jaccottet, *Bonjour, Monsieur Courbet. Artistes, amis, en vrac 1956-2008*, La Dogana/Le Bruit du temps, 2021, 157 p., ill.

Raimund Hoghe, un ange inachevé s'en est allé

HOMMAGE • Le chorégraphe et danseur, cinéaste et écrivain s'est éteint à 72 ans. Brûlé par le désir d'aimer, cet ex-dramaturge de Pina Bausch offrait des rituels entre mémoire, histoire et chansons populaires.

Né à Wuppertal, Raimund Hoghe a 45 ans lorsqu'il crée en 1994 sa première pièce, *Meinwärts*, autour de victimes de la Shoah et du sida. Un hommage à Josef Schmidt, ténor juif martyrisé par les nazis. En 1942, le chanteur s'exile dans l'Oberland zurichois. Interné dans un camp pour juifs aux conditions éprouvantes, il y meurt à 38 ans. En entretien, l'artiste se remémore du solo pour son corps qui aurait été, selon lui, déporté en camp de concentration. «Il s'ouvrait par le *Prélude à l'après-midi d'un faune* signé Debussy. J'étais assis immobile sous une lumière rouge, en mémoire des danseurs morts du sida». Son travail se présente comme un *memento mori* – «Souviens-toi que tu mourras» – à l'usage des vivants. Ou mieux: un salut en forme de journal intime et d'hommage aux êtres qui ne sont plus. Mais continue à composer chacune de nos humanités comme par-devers elles.

Paysage musical et chanté

A Genève, certaines de ses œuvres furent tôt programmées par Claude Ratzé, à la tête de l'Association pour la danse contemporaine puis de la Bâtie. De *Chambre séparée* sur sa mère couturière et autour de l'amour perdu, la honte et les stigmates de son enfance sans père à *Canzone per Ornella* pour une ancienne danseuse classique de Maurice Béjart, Ornella Balestra. Claude Ratzé se remémore de pièces épurées architecturant le plateau avec une précision rare et millimétrée. La gestuelle concentrée à l'extrême de l'artiste allemand suggère plutôt que narre ou évoque. Des œuvres empreintes tant de minimalisme que de musique

populaire «faisant de son corps hors normes, parfois nu, une signature visuelle, un matériau historique, artistique parfois violent pour le spectateur».

Sa carrière de danseur et chorégraphe débute en 1992, en collaboration artistique avec son partenaire Luca Giacomo Schulte. Le mouvement absolu selon lui? «Être connecté avec la musique». Il connut un compagnonnage rare avec le directeur artistique du Festival Montpellier Danse. Dans une lettre adressée au disparu, Jean-Paul Montanari se souvient: «Depuis 1999, tu es venu presque tous les ans présenter ou créer à Montpellier la plupart de tes rituels». Au téléphone, il explique lui avoir adressé cette missive «affectueuse et poétique. Car comme tout le monde, il ne pouvait plus donner son travail au public. C'est l'une des choses qui l'a sans doute le plus profondément atteint, le menant vers cette issue fatale. De là où il était, je sais le prix qu'il attachait à la beauté et à l'art. Chez lui, la bande-son était le vrai sens de son spectacle. Ainsi sa manière d'agencer les chansons, les unes contre les autres, tissait une forme de paysage. Paroles, musiques et voix les passant dans leur texture étaient le vrai décor mental de son travail.»

Contemplation musicale

On songe alors à un être dédié à trouver l'expression et la juste dilatation du temps pour dire ce corps à la colonne vertébrale sinueuse – une scoliose – jeté dans la bataille, selon la formule de Pasolini. De l'écrivain et cinéaste transalpin, il dit: «Ce sont ces mots qui m'ont inspiré à monter sur

la scène, explique Raimund Hoghe. Mes autres sujets d'inspiration sont la réalité qui m'entoure, le temps dans lequel je vis, ma mémoire de l'histoire, les gens, les images, les sensations, la puissance et la beauté de la musique ainsi que la confrontation avec le corps – qui dans mon cas, ne répond aux idéaux conventionnels de beauté.»

Le chorégraphe fut impressionné par la découverte du butô de Kazuo Ōno et son corps allégé de toute intention expressive. *Sarah, Vincent et moi* est une cérémonie sans solennité constellée d'échanges de regards, postures et identités entre lui et les chorégraphes-danseurs Sarah Chase Vincent Dunoyer.

Art du portrait

Au début de son parcours d'homme-enfant, Raimund Hoghe écrivait des portraits de gens connus ou inconnus publiés dans *Die Zeit*. Cet art du portrait est resté essentiel à son œuvre chorégraphique. Ceci en déclinaisons solos adressées à ses interprètes de prédilection, dont *Musiques et mots pour Emmanuel* (Eggermont, danseur français). A chaque fois, ses créations prennent la forme d'une «offrande musicale». L'art de ses interprètes s'y traduit par une présence attentive aux effets de la musique et du temps, aux résonances imaginaires d'une voix, d'une mélodie.

Danse, théâtre, rituel, performance, récit de soi, sacrifice... C'est ce que donne en partage sa silhouette d'homme en noir, il arpente la scène en architecte, toisant l'espace de petits objets déposés. Fleurs, bougie, glaçons scandent le nu du plateau. A la racine de *L'Après-midi*, l'artiste nous parle de

«la vision émerveillée du travail signé Anne Teresa De Keersmaeker, *D'un soir un jour*. Elle réunit six brèves chorégraphies, le long d'un parcours explorant les rapports éternels entre le mouvement pur et la musique.» Là encore se déploie une poignante lenteur des images: la solitude, la passion, la beauté, la douleur, la mort prennent le temps de se donner à lire, dans ce mépris du geste vain, cette attente, comme dans l'hésitation ou le recueillement, avant d'énoncer un geste.

L'absolu peut alors surgir de l'infime. En témoigne *La Valse* et ses spectres de réfugiés rescapés des déportations et exactions sans noms. Les voici, ces ombres emmaillotées de sombres couvertures. Elles progressent à pas comptés sur les voies mortes ouvertes par nos oublis et indifférences. Au début de *Moments of Young People*, Hoghe appelle les jeunes interprètes par leur prénom, les regarde avant de les accompagner. La recherche formelle ciselée recouvre un engagement historique interrogeant la mémoire collective ravivée par des chansons populaires. En 2018, il recrée à Avignon 36, *avenue Georges Mandel* sur les derniers jours de La Callas cloîtrée dans son appartement parisien. Il assemble de menus vêtements, objets, images, des déplacements épurés, minimalistes et répétitifs tissés de gestes lents sur les airs d'opéra, dessinant son corps sémaphore dans le rythme. Entre épure et ritualisation, il a ouvert les imaginaires, laissant au spectateur l'espace et le temps de construire sa propre interprétation et vision de la musique. Pour l'éternité. ■

Bertrand Tappolet